IV ANNÉE. — No 26. L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. 27 JUIN 1875

Prix d'abonnement.
Pour la Suisse :
Un an. . . . . 8 fr.
Six mois . . . . . 4 fr.
Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 centimes.

Pour l'Allemagne :
On s'abonne par l'intermédiaire des bureaux de poste, au prix de fr. 8»20 pour un an ; fr. 4»20 pour six mois.

BULLETIN
DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE
de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Prix d'abonnement :
Amérique . . fr. 13»20
Angleterre . . fr. 13»20
Belgique . . . fr. 10»60
Espagne . . . fr. 13»20
Hollande . . . fr. 12»20
Italie. . . . . fr. 9»60

En Belgique et en Italie, on peut s'abonner par l'intermédiaire des bureaux de poste, en payant une surtaxe de 20 centimes.

Administration du Journal : FRANÇOIS FLOQUET, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 27 JUIN 1875.

AVIS.

Les abonnés du *Bulletin* qui ne paient pas leur abonnement par l'intermédiaire d'une section, sont prévenus qu'avec le 3e numéro de juillet nous prendrons remboursement sur eux pour la somme de 4 fr., montant de l'abonnement du second semestre de 1875.

Nous prions les personnes qui ne veulent pas renouveler leur abonnement de renvoyer le premier numéro de juillet, en écrivant sur la bande le mot *refusé* suivi de leur signature.

Les refus qui ne seront pas signés ne seront pas pris en considération par l'administration du *Bulletin*.

—

Les sections jurassiennes sont invitées à nous faire parvenir jusqu'au 25 juin la liste des abonnés de leur localité pour le second semestre, en spécifiant si elles se chargent du recouvrement des abonnements.

Résistance et révolution.

Etude sur la situation actuelle.

Celui qui a suivi d'un œil attentif le mouvement ouvrier dans la région jurassienne, a pu constater certains faits sur lesquels il devient nécessaire aujourd'hui d'attirer l'attention de tous ceux qui veulent sérieusement l'émancipation du travail. Le *Bulletin*, dans ses articles théoriques sur l'organisation ouvrière, dans ses comptes-rendus sur le mouvement ouvrier de nos différentes localités, a trop souvent signalé les défectuosités des organisations existantes, pour qu'on puisse lui reprocher de déchirer aujourd'hui maladroitement, aux yeux du public, le voile qui couvre les fautes de nos associations ouvrières.

Tant pis pour les impuissants et les timorés; il appartient à ceux qui veulent marcher, de parler haut, de dire toute leur pensée sur la situation actuelle et les solutions qu'elle comporte.

Le mouvement ouvrier, dans notre région jurassienne, s'est manifesté sous deux formes essentielles : les corps de métiers et les groupes socialistes révolutionnaires. Ces derniers, unis dans la Fédération jurassienne de l'Internationale, furent dans toutes nos localités industrielles les actifs représentants de cette propagande militante du socialisme révolutionnaire qui est devenue la *religion* et le *patriotisme* de tous ceux des prolétaires qui ont conscience de leurs intérêts de classe. Les corps de métiers, moins conséquents, s'en tinrent exclusivement à un programme de graduelles améliorations en écartant absolument toute solution radicale du problème social. A côté de ces deux courants, la masse des ouvriers est restée indifférente, ne se réveillant quelquefois par sursaut que lorsque ses intérêts immédiats étaient engagés, par exemple, dans les questions de réduction d'heures de travail, d'augmentation ou de baisse des salaires.

Telle a été la situation générale dans notre contrée, du moins dans toutes les localités où ont pénétré quelques éclairs de la pensée qui agite le monde ouvrier moderne.

Rendons-nous compte des conséquences nécessaires que devait avoir une pareille situation.

Trois éléments sont en présence chez nous dans le mouvement ouvrier : l'élément révolutionnaire, l'élément modéré, l'élément indifférent.

Le programme du parti révolutionnaire, tel qu'il est facile de le formuler en consultant ses écrits, ses manifestes, son organe le *Bulletin*, les résolutions de ses congrès, les délibérations de ses meetings, peut être résumé ainsi : organisation générale de la classe ouvrière par corps de métiers et par fédérations; résistance à l'exploitation du patronat et du capital; réduction des heures de travail, augmentation des salaires, garanties suffisantes pour les conquêtes obtenues par les ouvriers au moyen de l'action des associations et fédérations; adhésion formelle à l'Internationale, comme protestation contre l'ordre actuel et comme manifestation de solidarité entre les ouvriers de tous les pays et de toutes les professions; organisation de cercles d'études sociales, de groupes de propagande socialiste et révolutionnaire; abstention de toute participation à la politique bourgeoise et aux manifestations par lesquelles elle assure et développe sa puissance; préparation à la Révolution sociale.

Le programme du parti modéré s'en tient au groupement des métiers et aux questions de résistance. Encore faut-il que les manifestations de résistance soient bien *légales*, nullement offensantes pour les privilégiés; la grève doit être une fête et non une bataille; les mots de *prolétaires* et de *bourgeois* sentent trop le socialisme pour figurer dans le programme; l'Internationale est une belle utopie, mais depuis les congrès de Bruxelles et de Bâle, depuis qu'elle s'est rendue solidaire de la Commune de Paris, elle fait horreur aux bourgeois, et comme il ne faut pas effrayer les gens, mais les amener par la persuasion, il est bon d'écarter cela. Quant à une solution radicale du problème social, il n'y faut pas songer, puisqu'il y a toujours eu des pauvres et des riches, des serviteurs et des maîtres: d'ailleurs, pour les ouvriers intelligents, honnêtes, économes, il y a la coopération pour les affranchir et pour quelques-uns des siéges dans les assemblées législatives et les gouvernements.

Les indifférents n'ont naturellement point de programme, à moins qu'on n'appelle programme cette tendance à vivre au jour le jour, sans souci des grands intérêts sociaux en lutte, à se laisser aller suivent le vent qui souffle, à la remorque des partis politiques, des associations ouvrières, servant un jour la réaction, demain la révolution, le surlendemain se moquant de tout.

Le parti révolutionnaire a conscience qu'il y a scission complète entre les intérêts de la bourgeoisie et ceux du prolétariat; il veut l'annulation des premiers et le triomphe complet des seconds.

Le parti modéré veut une amélioration *modérée* du sort des ouvriers en respectant les priviléges existants.

Les indifférents ne veulent rien que l'intérêt du moment.

Le parti qui, par la logique de son programme et la netteté de sa situation, devait acquérir le plus d'influence dans le mouvement ouvrier, était le parti révolutionnaire. Ceci est tellement vrai que

son action se fait sentir jusque dans les groupes où il n'a pas un seul représentant personnel. Dans les associations et fédérations où sont des socialistes révolutionnaires, nous voyons leurs compagnons leur confier les fonctions administratives, les missions difficiles, et même ceux des représentants du parti modéré qui sont appelés à partager ces fonctions et ces missions, s'inspirent le plus souvent des vues des révolutionnaires.

Il est vrai que derrière le dos de ceux-ci, leurs adversaires laissent percer leur mauvaise humeur d'avoir à supporter les *pétroleurs*.

Heureusement que les lois inflexibles du développement économique de la société sont plus puissantes que les mesquins calculs de tous ces caractères timorés, qui n'osent suivre jusque dans ses dernières conséquences le mouvement émancipateur de la classe ouvrière.

* * *

Comment le parti révolutionnaire n'aurait-il pas l'influence que nous venons d'indiquer? Il sait que la lutte est engagée entre l'intérêt bourgeois et l'intérêt ouvrier, que si ce dernier ne triomphe pas, le premier sera impitoyable; dans la lutte il apporte toute la passion de la conviction, l'abnégation, le sacrifice du temps, de l'existence; l'accomplissement de ses devoirs dans le groupe de métier est toute sa religion; il étudie les questions économiques, sociales, philosophiques, il comprend les solutions des questions spéciales qui composent le problème social; la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est devenue pour lui une science semblable à la tactique militaire; il sait que les luttes partielles ne sont que des combats d'avant-postes, et que la grande bataille mettra fin à toutes les iniquités sociales.

Le parti modéré, lui, qu'apporte-t-il dans le mouvement? Les membres de ce parti appartiennent à cette catégorie d'ouvriers qui, soit par leurs secrètes ambitions, soit par leurs attaches de famille, sont par l'éducation, les principes, la manière de concevoir les choses, absolument bourgeois; dans leurs relations avec leurs compagnons de travail, dans l'action qu'ils exercent dans les associations dont ils font partie, ils sont les défenseurs de ce qu'ils appellent la *modération*, et cette modération, c'est simplement l'application, dans les associations ouvrières, des principes d'économie et de philosophie bourgeoises; c'est-à-dire que la classe ouvrière, pour s'émanciper, devrait devenir bourgeoise. Touchante modération en faveur des bourgeois, hypocrite et lâche combinaison contre les ouvriers. Aussi, dans les situations extraordinaires, alors qu'il faudrait de grands sacrifices de temps, d'argent ou même de sécurité personnelle, ce parti trouve mille prétextes pour arrêter l'élan général, pour masquer son impuissance ou son hypocrisie. Si on est parcimonieux dans les luttes du prolétariat, il n'en est pas ainsi dans les manifestations de la vie bourgeoise : cortéges politiques, fêtes dites populaires, bals, concerts, sociétés d'agrément de toutes sortes, tous ces feux d'artifice au moyen desquels on étourdit la pensée du peuple, sont autant de rendez-vous passionnés de la jeunesse ouvrière *modérée*, et les vieux applaudissent la jeunesse après lui avoir montré l'exemple.

Cet exposé nous donne la clef de la situation actuelle de notre mouvement ouvrier. L'idée révolutionnaire est en lutte contre la *modération*, qu'elle accuse de trahison à la cause ouvrière; la *modération* riposte que les révolutionnaires ont, par leurs extravagances, rendu impopulaires les associations ouvrières, et que c'est là qu'il faut chercher la cause de leur impuissance actuelle.

Laissons parler les faits, ils sont des juges impitoyables.

Voilà deux ans que dans les montagnes jurassiennes on se plaint d'une crise dans la principale industrie de notre contrée, l'horlogerie. Cette crise se fait sentir plus vivement dans certains endroits, dans certaines branches, que dans d'autres, mais chacun s'accorde à en reconnaître l'existence, à craindre que la grève ne se prolonge, qu'elle ne devienne plus générale, plus complète. Il semble que, dans ces circonstances, une population intelligente devrait prendre des précautions, s'organiser, s'assurer des moyens propres à faire face à une pareille situation. Cela se passe-t-il dans les associations ouvrières? Les indifférents *rigolent*, déclarent qu'ils ne peuvent plus payer les cotisations et que les délibérations des assemblées les embêtent.

Les modérés sont divisés; les uns disent qu'il est impossible de réaliser quelque chose de sérieux et s'en vont; les autres restent encore, disent qu'il faut se montrer prudents et conciliants plus que jamais, écarter toutes les questions brûlantes, ramener ainsi les timorés et les indifférents, et alors on verra ce qu'il y aura à faire — de bonnes coopérations bourgeoises encouragées par des capitaux bourgeois auxquels on paiera d'encourageants intérêts.

Les révolutionnaires voudraient agir, s'efforcent de secouer les indifférents, d'allumer une étincelle encore chez les timorés. Mais tout a été combiné pour faire le vide autour d'eux, et leur voix et leur exemple restent impuissants pour le moment.

Faut-il abandonner le mouvement des corps de métiers et des fédérations locales à son impuissance actuelle et à l'action démoralisante du parti ouvrier modéré ou peut-être aux intrigues des partis politiques, — ou bien y a-t-il lieu de prendre, en vue d'une transformation de ce mouvement, une attitude décisive?

Nous sommes partisans de cette dernière solution.

En ce moment, l'action des corps de métiers se heurte aux obstacles que nous avons signalés, et qui tiennent à la période de réaction générale que nous traversons. Serait-ce une raison pour nous décourager, pour renoncer à toute action au sein de ces corps de métiers, qui sont en définitive *le produit de l'idée socialiste élaborée par l'Internationale?* Non. Plus que jamais, au contraire, nous devons tenir ferme. Que les indifférents, que les modérés s'en aillent s'ils veulent : dussions-nous rester seuls, nous ne déserterons pas les sociétés de résistance.

Mais en y restant, nous chercherons à les transformer pour qu'elles répondent d'une manière plus efficace au but que se propose le mouvement socialiste : l'émancipation réelle et complète de la classe ouvrière. Nous chercherons à établir entre leurs membres une solidarité plus sérieuse et plus solide, à élargir le programme de leur action, à y faire entrer l'étude de toutes les questions soulevées par le socialisme révolutionnaire et à obtenir une affirmation précise de la solidarité internationale.

C'est à ce prix seulement que les sociétés de résistance pourront rendre des services, et c'est le devoir de tous ceux qui jusqu'à présent ont travaillé avec tant de dévouement à les soutenir, de diriger désormais dans ce sens tous leurs efforts.

Nouvelles de l'Extérieur.

Angleterre.

L'Ami du peuple vient de publier une série d'excellents articles sur les *libertés anglaises*, articles dus à la plume d'un socialiste français qui réside depuis plusieurs années en Angleterre. Nous en reproduisons la conclusion, dans laquelle l'auteur trace un parallèle instructif entre le caractère du mouvement ouvrier anglais et celui des mouvements révolutionnaires français :

« Un individu arrivant de France, où existe actuellement la compression sous toutes ses formes, se trouve tout d'un coup bien agréablement surpris de la merveilleuse apparence de liberté qu'il rencontre en Angleterre. Si son travail est de ceux qui procurent avec assez de probabilité et de constance une existence modeste, de façon qu'il ne soit pas personnellement trop engagé dans l'âpre lutte industrielle, il est on ne peut mieux placé pour se faire d'étranges illusions. Il est entouré de gens d'excellent caractère, à l'air heureux, et peut, comme eux, jouir d'une facilité de vie qui n'est connue sur le continent qu'à un beaucoup plus petit nombre de gens, qu'à une « classe supérieure. »

« On lui montre avec fierté les résultats du progrès lent, pacifique et continu, et on oppose à ce qu'il voit, ce qu'il a laissé dans son pays, les résultats nuls d'une multitude de révolutions violentes.

« Cependant qu'il résiste à ces tentations; qu'il y regarde de plus près, et qu'il considère moins l'état actuel que la tendance des choses et des esprits.

« En Angleterre, non seulement la petite bourgeoisie, mais l'immense majorité des travailleurs, aussi bien que la partie la plus intelligente, sont profondément imbus de l'idée de la *légalité*. Spéculant très-habile-

ment sur ce préjugé, la classe gouvernante sape lentement les libertés qu'on avait creées à une époque où il n'était pas question du vrai peuple.

« Les mécontentements de celui-ci se manifestent par des démonstrations inutiles qui peuvent tout au plus aboutir, avec le temps, à un changement de ministère. Et après? Le même travail de mine souterraine continue, sous le ministère nouveau; le nom de liberté reste et la chose s'en va.

« Les luttes économiques maintenues dans la stricte légalité par les *meneurs* des travailleurs, diminuent encore les garanties illusoires que possèdent ceux-ci, et augmentent la puissance réelle, légale et brutale des exploiteurs. Au jour des luttes, les opprimés ont contre eux la force de leurs ennemis et leurs propres préjugés.

« En France, la vie du peuple est plus misérable, soit ; mais il le sait. Après plusieurs essais révolutionnaires, il a toujours été trahi par l'excès de son enthousiasme au début, de sa générosité dans la suite. Qu'à la prochaine Révolution il soit froid et implacable (il a appris à l'être) et il obtiendra en peu de temps parmi ses autres conquêtes une liberté plus réelle, plus complète et mieux garantie que les libertés anglaises. »

Amérique.

Nous trouvons dans les journaux anglais les dépêches suivantes :

« 3 juin. — Quelques mineurs qui avaient résolu de reprendre le travail après une grève dans le district de Schuylkill (Pensylvanie), en ont été empêchés par un nombreux rassemblement de leurs camarades, qui marchent en ce moment sur Pottsville pour y imposer la suspension des travaux. On rassemble des troupes qui seront envoyées dans ce district pour maintenir l'ordre.

« 4 juin. — Les derniers avis du district de Schuylkill portent que les mineurs en grève ont brûlé une houillière et ont défait la brigade du sheriff envoyée contre eux, près de Mahonoy. Il y a eu plusieurs morts et blessés. Deux mille mineurs en grève ont traversé Mahonoy.

« Des troupes fédérales arrivent.

« 8 juin. — Le travail a été repris dans les houillières de Schuylkill, sous la protection de l'autorité. »

Quels actes de répression brutale et sanglante se cachent sous le laconisme de cette dernière dépêche? On est réduit à le supposer.

Nouvelle-Calédonie.

Il paraît décidément que Rastoul et ses dix-huit compagnons d'infortune se sont perdus en mer, car on n'a reçu aucune nouvelle d'eux depuis leur évasion.

Mme Rastoul a publié dans les journaux australiens une lettre contenant de nouvelles révélations sur la triste situation des déportés. En vertu d'une circulaire du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, datée du 30 décembre 1874, les déportés sont dorénavant partagés en cinq catégories. La 1re comprend ceux qui sont incapables d'un travail manuel : ceux-là doivent recevoir pour toute ration du pain, du légume sec, de l'huile, du vinaigre et du sel. La 2e catégorie, comprenant ceux qui sont en partie occupés à des travaux sur les routes ou dans les bois, reçoit la ration complète. La 3e catégorie, qui est exclusivement occupée aux travaux publics, reçoit, outre la ration, un petit salaire en numéraire. La 5e catégorie, composée de ceux qui vivent en tout ou en partie du produit de leurs concessions de terrain, et la 5e, comprenant ceux qui vivent de l'exercice de leur profession, ne reçoivent de retions que lorsque leurs ressources leur font défaut.

Gustave Maroteau, condamné aux travaux forcés à perpétuité pour un article de journal, vient de mourir phtisique. C'est bien singulier, remarque à ce sujet un journal versaillais, car le climat de la Calédonie est éminemment favorable aux poitrinaires!

—

— Nous donnons ci-dessous des extraits d'une lettre écrite de Calédonie à un de nos amis par un condamné aux travaux forcés :

« *15 février*. . . . Je m'isole le plus que je peux ; mais il est des heures où il faut que je sois au bagne sous peine de mourir. Il est des heures où il faut que je défende ma ration contre la voracité de mes compagnons, que je subisse le tutoiement d'un assassin. C'est horrible et je rougis de honte quand je pense que je suis devenu presque insensible à toutes ces infamies. Ces misérables sont lâches, et ils ne sont pas nos moindres bourreaux. C'est à devenir fou et je crois que plusieurs d'entre nous le deviendront. Bérésowsky, ce malheureux qui a tant souffert depuis huit ans, l'est presque devenu et il fait peine à voir. C'est horrible ! ! et je n'ose penser à cela.

Combien de mois, d'années, nous faudra-t-il passer encore dans ce bagne? Je frémis à cette pensée. . . Malgré tout, croyez bien que je ne me laisserai pas abattre, j'ai la conscience tranquille et je suis fort, ma santé seule pourrait me trahir et être vaincue, mais je suis sûr de moi et je ne faiblirai point. . .

25 mars. Notre pauvre ami Gustave Maroteau est mort, mort misérablement sur un grabat de bagne, épuisé par la souffrance. Il a été admirable de courage et jusqu'à sa dernière seconde il a conservé sa raison. Il a chassé le prêtre, étant à l'agonie, et il nous souriait en disant: « Ce n'est pas une grande affaire de mourir, mais cependant, j'aurais préféré le plateau de Satory à ce grabat infect. Ils savaient bien, les misérables, en me refusant cette mort glorieuse et en m'envoyant ici, que cela durerait plus longtemps mais que c'était aussi sûr. Je meurs, mes amis, pensez à moi; mais que va devenir ma pauvre mère? » Il lui dicta une lettre d'adieu. J'étais près de lui, c'était navrant; il pensa à tous ses amis d'Europe ; je lui parlai de vous et il me chargea de vous envoyer un dernier adieu.

Nous l'avons enterré nous-mêmes, sans prêtre, et il repose dans un coin du cimetière du bagne. . . .

. . . *29 mars*. Un terrible cyclone règne depuis une huitaine. On dit que divers courriers venant d'Europe ont sombré en mer. Le nôtre n'est pas arrivé. Nous avons ressenti des secousses de tremblement de terre. Vingt-deux déportés de l'île des Pins se sont évadés. Rastoul et Mourot sont de ce nombre. La mer est bien mauvaise et j'ai peur pour eux . . .

. . . Nous sommes très-peu nombreux à l'île Nou. Tous sont disséminés dans les camps. Brissac est toujours à la quatrième, enchaîné avec un empoisonneur; Lullier est en cellule; Fontaine est rétabli et ne change pas; on a quelques égards pour lui et on le dispense de tout travail. . . .»

Belgique.

La *Persévérance*, excellent petit journal socialiste qui se publie à Bruxelles, en français et en flamand, et qui sert d'organe à l'Union syndicale des ouvriers marbriers, sculpteurs et tailleurs de pierre de la Belgique, contient dans son n. 18, l'article suivant sur le *militarisme* :

« Pendant l'incident diplomatique Prusso-Belge, l'on a entendu parler de quelques menaces de guerres. Nous profitons de ces faits, pour résumer dans le présent article ce que coûtent les armées.

« L'impôt du sang est supporté uniquement par la classe travailleuse ; les bourgeois font remplacer leurs enfants pour quelques pièces d'or; et d'autre part, si ces derniers embrassent la *noble* carrière des armes, — comme ils disent, — ce sont eux qui remplissent les hautes fonctions, et commandent en maîtres.

« Les grands Etats de l'Europe deviennent tous les jours davantage de grandes casernes; et les petits Etats, à l'exemple de la grenouille de la fable. veulent suivre ce mouvement antipathique à la liberté et au progrès.

« Nous le savons, ces armements ont un autre but que celui de défendre les frontières : c'est contre le progrès que ces machines de destruction seront tournées le jour où les peuples, fatigués enfin du régime dégradant dans lequel ils languissent, se lèveront pour y mettre fin.

« Plus les peuples auront soif de justice, plus aussi les gouvernements se feront un devoir d'augmenter le nombre de ceux qui sont forcés de soutenir l'injustice et les priviléges de la classe gouvernante.

« Qu'on le sache bien, ceux qui vivent de l'ignorance et de la misère des travailleurs, trouveront toujours moyen de les comprimer et de les réduire au silence; et pour cela ils ne reculeront devant aucun moyen extrême, l'histoire est là pour le prouver.

« Pendant les différentes guerres qui ont eu lieu de 1852 à 1866, c'est-à-dire pendant un espace de 14 ans, le nombre d'hommes tués a été de *un million neuf cent soixante et onze mille cinq cent quatre-vingt onze !*

Les dépenses que ces massacres ont coûté, s'élèvent à la somme de 47 milliards et 830 millions de francs.

Depuis ce temps une guerre terrible a de nouveau ensanglanté une partie de l'Europe, nous voulons parler de la guerre franco-prussienne. Cette guerre a augmenté encore le nombre des malheureux martyrs du despotisme militaire, et a coûté quelques milliards.

Eh bien! en présence de toutes ces choses épouvantables, n'y-a il pas nécessité urgente pour les travailleurs de tous les pays, — car le travail n'a pas de patrie, — de resserrer davantage leur union, et que de cette union fraternelle l'on puisse enfin voir disparaître cet antagonisme que les gouvernements sèment dans les esprits.

Depuis 15 ans, le nombre des soldats en Europe, a monté de 4,215,000 hommes à 5,854,000 hommes, près d'un tiers en plus.

Le tableau suivant contient les principaux renseignements à ce sujets :

Nations.	Total général en 1859. hommes.	Total général en 1874. hommes.
Allemagne	836,000	1,261,000
Autriche	443,000	857,000
Angleterre	?	479,000
Belgique	80,000	93,590
France	640,000	978,000
Italie	317,000	605,000
Russie	1,224,000	1,519,000

Ces chiffres déjà si effrayants sont loin de dire tout, car les gouvernements font encore des efforts prodigieux pour augmenter cette masse d'égorgeurs légaux,

Que les gouvernants cherchent à semer la haine, là où la fraternité devrait régner, c'est leur affaire et aussi leur métier. Mais il est du devoir des ouvriers, en présence de ces choses, de continuer leurs relations internationales, de s'entendre et surtout de poursuivre leur propagande : propagande qui fera comprendre à tous, que leurs intérêts sont les mêmes, et que leurs ennemis sont les mêmes aussi.

Par conséquent, il est du devoir des associations ouvrières de continuer à s'entendre, et quand les exploités, victime de l'organisation actuelle de la société, se comprendront, ils frapperont fort contre les éternels ennemis de l'humanité; ces ennemis sont assez connus ; chaque nation possède les siens. »

Russie.

Notre correspondant P. nous prie de rectifier une erreur qui s'est glissée dans sa dernière lettre, au sujet des mauvais traitements qu'un fonctionnaire nommé Choubine a fait subir à une dame Schirmer. Cette dame n'a pas été fouettée, et au lieu de cette phrase : « des agents de police la fouettent en effet dans la chambre voisine,» il faut lire : « des agents de police font semblant de fouetter quelqu'un dans la chambre voisine. » Les autres détails sont exacts.

Variétés.

La Révolution française.

Paris dans l'été de 1789.

Nous avons déjà dit que, dès le lendemain de la prise de la Bastille, la municipalité bourgeoise de Paris n'avait plus eu qu'une pensée : comprimer le prolétariat pour affermir son propre pouvoir.

Elle s'occupa d'abord, par un arrêté du 18 juillet, du désarmement des ouvriers, qui durent tous rendre leurs fusils et faire constater, par un certificat de leurs patrons, qu'ils avaient repris leur travail. Puis elle prit des mesures contre la liberté de la presse ; elle chercha à empêcher les réunions du Palais-Royal ; elle sévit contre les écrivains et les orateurs populaires. La garde nationale se livrait aux actes les plus arbitraires : on arrêtait un homme parce qu'il débitait une brochure qu'il avait faite ; un autre, parce qu'il lisait tout haut un journal dans un café ; un troisième qui se promenait dans un jardin public, parce qu'il parlait trop haut, etc. Un journaliste populaire, Loustalot, rédacteur des *Révolutions de Paris*, écrivait à ce sujet :

« Nous avons passé rapidement de l'esclavage à la liberté, nous marchons plus rapidement encore de la liberté à l'esclavage... Les anciens salariés de l'aristocratie se sont couverts du masque de la popularité, pour établir une aristocratie nouvelle sur les débris de l'ancienne. Inactifs tant que la patrie a été en danger, et que la révolution s'est opérée, ils veulent tout faire depuis qu'il y a des places à remplir... On ne pourra bientôt plus parler sans que l'homme en place ne dise qu'on trouble *l'ordre public.* »

×

En même temps, Paris souffrait de la disette : Les boulangers n'étaient qu'insuffisamment approvisionnés de farines, et de longues files de gens du peuple stationnaient chaque jour dans les rues, attendant leur tour d'avoir du pain.

Des milliers d'ouvriers étaient sans ouvrage, et la ville fut obligée d'organiser pour eux ce qu'on a appelé, en 1848, des *ateliers nationaux* ; on les occupa, au nombre de 12 à 15,000, à des travaux de terrassement à Montmartre ; ils recevaient 20 sous par jour. Bientôt ce grand rassemblement d'hommes donna des inquiétudes à la municipalité ; on craignit une insurrection ; le 25 août, ces craintes devinrent si vives que la municipalité fit conduire à Montmartre des canons chargés à mitraille. Pour se débarrasser de ce péril réel ou imaginaire, décida que les ouvriers de Montmartre seraient évacués sur leurs provinces, avec une indemnité de 3 sous par lieue ; et pour s'assurer de leur soumission, on fit occuper Montmartre par des troupes, en tête desquelles marchèrent une partie des combattants de la Bastille, devenus les satellites de la municipalité.

Les ouvriers de quelques métiers firent aussi des rassemblements, et organisèrent quelquefois ce qu'on appelle aujourd'hui une grève. Ainsi, le 18 août, les ouvriers tailleurs s'assemblèrent au nombre de trois mille sur une pelouse devant le Louvre, et envoyèrent des députés à l'Hôtel-de-Ville, pour demander que le prix de leur journée fût porté à 40 sous ; la municipalité ordonna aux maîtres-tailleurs de faire droit à cette demande. Les garçons perruquiers s'assemblèrent le même jour, et formulèrent des demandes qui leur furent aussi accordées.

Mais quelques jours plus tard, les domestiques sans place s'étant réunis à leur tour, des patrouilles furent envoyées pour dissiper le rassemblement.

En septembre, les ouvriers cordonniers eurent la permission de se réunir aux Champs-Elysées, sous la surveillance de la police. Ils arrêtèrent entre eux le prix de leur travail, et nommèrent un Comité chargé de recueillir une cotisation dans le but de subvenir aux besoins de ceux d'entr'eux qui seraient sans ouvrage. C'était l'ébauche d'une *caisse de résistance.*

La question du travail, qui tient si peu de place dans l'histoire de la Révolution française, fut posée à ce moment-là au sein de l'Assemblée nationale, et, chose singulière, ce fut un des députés les plus conservateurs, Malouet, qui la souleva. Malouet reconnut formellement ce qu'on a appelé depuis le *droit au travail* ; il déclara que « la société doit le travail et la subsistance à ceux qui en manquent ; » et il proposa que des mesures générales fussent prises, non seulement pour assurer la nourriture aux indigents infirmes, mais pour fournir du travail aux hommes valides qui en manquaient. — La motion de Malouet n'eut pas de suite. La bourgeoisie avait bien le temps, vraiment, de s'occuper des prolétaires qui mouraient de faim ! Elle avait de plus sérieuses affaires sur les bras ; elle disputait le pouvoir à la royauté, elle allait aborder la question du *veto.*

×

On se rappelle que le pouvoir municipal était exercé à Paris, depuis le 13 juillet, par l'assemblée des électeurs et par un comité permanent nommé par elle. Cette autorité provisoire fut remplacée le 30 juillet par un Conseil composé de 120 membres, soit deux pour chacun des 60 districts de Paris. En septembre, on chercha à organiser une municipalité définitive, et les assemblées de district eurent à discuter divers projets qui leur furent présentés à cet effet.

Un journaliste qui depuis fut l'âme du parti girondin, Brissot, développa alors dans son journal, le *Patriote français*, ses principes sur l'organisation municipale et la relation de la commune à la province et à l'Etat. Il est intéressant de voir Brissot énoncer pour la première fois des idées qui devaient faire tant de chemin depuis et devenir le programme de l'insurrection du 18 mars 1871.

Brissot établissait : 1° Que les habitants d'une même cité ont le droit de se constituer *par eux-mêmes* en municipalité, c'est-à-dire d'établir une administration et une police pour tout ce qui peut être commun entre eux comme habitants de la cité ; 2° que les cités d'une même province ont pareillement le droit inaliénable d'établir une administration provinciale pour tout ce qui peut être commun entre toutes ces cités ; 3° que les assemblées municipales et provinciales doivent être, quant à leur objet et à leur pouvoir, bien distinctes et séparées de l'Assemblée nationale, qui ne doit embrasser que les objets communs à la généralité du royaume ; — que néanmoins les principes sur lesquels doivent être appuyées ces administrations municipales et provinciales, ainsi que leurs règlements, doivent être entièrement conformes aux principes de la constitution nationale, que cette conformité est le lien fédéral qui unit toutes les parties d'un vaste empire.

C'était là, comme on le voit, une organisation fédérative du bas en haut, bien différente de celle que les jacobins centralisateurs, et après eux Bonaparte, ont fait prévaloir en France.

Les communes des environs de Paris, suivant le plan de Brissot, voulurent se fédérer entre elles. Il y eut une assemblée où leurs députés se réunirent, dans le but d'arrêter les bases de cette fédération. Mais la municipalité de Paris, s'arrogant le souverain pouvoir sur la banlieue, cassa tout ce qui avait été fait, mit le projet à néant, et alla jusqu'à défendre aux journaux de parler de ce fait.

L'idée de fédération, cependant, allait, quoique imparfaitement comprise, devenir pour un moment le mot de ralliement de la France en 1790.